26 avril 1967, Québec

15^e assemblée annuelle de l'Association des compagnies de fiducies du Canada

Au cours des deux dernières années, le gouvernement fédéral et plusieurs gouvernements provinciaux ont soigneusement étudié leurs lois respectives sur les institutions financières de même que leurs pouvoirs législatifs et, d'une façon générale, les diverses modifications susceptibles d'améliorer la protection des épargnants, des déposants et des consommateurs. À quelques occasions, j'ai donné un aperçu de ce que le gouvernement du Québec entend faire; dans sa déclaration à la conférence fédérale-provinciale pour étudier les institutions financières et la réglementation sur les valeurs mobilières, conférence tenue à notre demande à Ottawa il y a deux semaines, mon collègue le ministre des Finances a lui aussi dévoilé certains aspects de la ligne de conduite que nous entendons suivre. Je crois que le temps est venu pour moi de donner plus de précisions sur la politique que nous adopterons au cours des prochains mois. Il importe de renseigner les milieux financiers, non seulement sur les grandes lignes de notre politique, mais aussi sur les mesures que nous prendrons; ils pourront ainsi faire les ajustements nécessaires sans trop de friction et avec pleine connaissance des objectifs visés.

Le gouvernement actuel a hérité d'une situation qui est loin d'être satisfaisante en ce qui a trait à la réglementation sur les transactions et les institutions financières. Alors que certaines sociétés canadiennes ont été fortement ébranlées au cours des deux années précédentes, alors que d'autres ont traversé une période d'ajustements plutôt difficiles, le gouvernement du Québec, tout comme d'autres gouvernements au pays, s'est rendu compte qu'il n'avait pas tous les outils nécessaires pour protéger la population aussi bien qu'elle a le droit de l'être et pour protéger certaines institutions financières contre elles-mêmes. En effet, quelques-uns de nos services d'inspection sont à la hauteur de la tâche; dans bien des cas, cependant, ils n'ont pas vraiment fonctionné, dans d'autres, le gouvernement n'avait même pas le pouvoir de faire des inspections. Bon nombre de nos lois n'ont pas été modifiées depuis longtemps; souvent, elles sont trop générales pour permettre à l'autorité d'appliquer des règlements satisfaisants, quelles que soient les ressources humaines et matérielles que le gouvernement pourrait affecter à cette fin.

C'est pourquoi le gouvernement du Québec, comme tous les autres gouvernements au Canada, se voit dans la nécessité d'entreprendre la réorganisation fondamentale de ses procédés de réglementation et d'inspection de façon à raffermir et nettoyer si nécessaire certains domaines où, vous le savez mieux que moi, le bon et le moins bon ont fleuri au cours des dernières années. À mon avis, il est très important pour le gouvernement de profiter des leçons que le passé a laissées et d'être prêt à rectifier la situation présente avec autant d'énergie qu'il en faut.

C'est pourquoi, au cours des prochains mois, nous suivrons trois politiques complémentaires: nous établirons d'abord un département central d'inspection, puis nous réviserons les lois qui touchent les institutions financières, la réglementation sur les valeurs mobilières et la protection du consommateur; enfin, nous mettrons sur pied un régime d'assurance-dépôts.

Le gouvernement a l'intention d'organiser une agence centrale d'inspection qui disposera des fonds nécessaires au recrutement de professionnels et d'experts pour assurer un contrôle effectif. Il va sans dire que cette agence aura besoin d'un personnel beaucoup plus nombreux que celui qui a jusqu'ici été affecté aux divers organismes gouvernementaux et qui a des tâches partielles ou restreintes dans le domaine de l'inspection et de la réglementation, En fait, il est déjà bien évident que nous devons aller chercher dans l'industrie privée le personnel dont nous aurons besoin si nous voulons former notre agence sans trop attendre. Je ne suis pas sans savoir qu'en agissant ainsi nous ferons concurrence aux institutions financières afin de recruter des techniciens qui sont déjà rares. Cependant, je suis convaincu que le gouvernement obtiendra la coopération des sociétés, car elles ont tout à gagner de marchés financiers vraiment solides et efficaces.

De plus, afin d'éviter le chevauchement dans la mesure du possible, le gouvernement devra passer des ententes bien définies avec les associations qui ont déjà mis en œuvre des services d'inspection tout à fait satisfaisants pour leurs membres.

Nous avons aussi l'intention de simplifier considérablement la présentation des rapports que les compagnies sont actuellement obligées de préparer à l'intention du gouvernement du Québec et aussi d'autres gouvernements. Depuis quelque temps on a eu une tendance à multiplier les formules, les questionnaires et les comptes rendus, ce qui ne fait que rendre plus pénible encore la tâche des sociétés, sans toutefois nous mettre beaucoup plus en mesure de mieux connaître leur fonctionnement. Il n'est pas indispensable, pour être vraiment efficace, que le système de surveillance soit établi sur des chinoiseries administratives et il ne fait aucun doute que nous pouvons trouver d'autres moyens d'être original que d'obliger les institutions financières à nous soumettre une paperasserie de plus en plus encombrante. Je suis sûr que nous pouvons compter sur la coopération nécessaire des autres gouvernements du Canada pour uniformiser, autant que possible, la présentation des comptes-rendus.

Quant à la législation, ce dont nous avons réellement besoin, c'est d'un effort concerté en vue d'établir, à l'intention de chaque groupe d'institutions financières, une série de règlements fondamentaux capables d'assurer une meilleure protection au public et d'empêcher quelques-unes des pires fermes de négligence dont nous avons été témoins tout dernièrement. De fait, je crois que la loi devrait interdire certains genres d'opérations. Les études effectuées par le comité que le Québec a formé pour examiner la question des institutions financières et par d'autres commissions analogues établies ailleurs au Canada ont révélé que certaines institutions financières faisaient preuve d'une indifférence révoltante à l'égard des règles de prudence les plus élémentaires. Il est quelque peu embarrassant pour moi de soulever de tels problèmes devant un groupe de personnes qui, dans l'ensemble, se sont toujours efforcées, de par la nature même de leurs affaires, de protéger les intérêts du public; néanmoins vous admettez avec moi, j'en suis sûr, qu'en marge du monde financier, des entreprises ont surgi qui auraient besoin de certains redressements.

Enfin l'ordre du jour de l'Assemblée législative indiquait cet après-midi qu'on allait présenter un projet de loi en vue d'établir un régime d'assurance-dépôts. Nous en ferons la première

lecture au début de la semaine prochaine. Notre but est d'établir une garantie universelle pour tous les dépôts recueillis au Québec et ne dépassant pas \$ 20000. Après avoir étudié attentivement les lois qui ont été sanctionnées en Ontario et à Ottawa, nous sommes d'avis que ces lois ne constituent qu'une réponse partielle au véritable problème que soulève la protection des déposants. Il est évident que nous ne pouvons pas prétendre que les dépôts seront protégés si on les dirige dans telle direction et qu'ils ne le seront nullement si on les dirige dans telle autre. En outre, vu que le plus souvent les petits déposants n'ont guère de préférences marquées quand il s'agit de finance et qu'un dépôt a pour eux la même signification, peu importe l'institution qui le reçoit, nous nous voyons dans l'obligation de garantir tous les dépôts si nous voulons offrir un système de protection qui soit valable. L'assurance-dépôt devient donc un service public.

Par conséquent, aucune institution financière, quelle que soit sa nature, n'aura la permission de recueillir de dépôts si elle n'a pas été acceptée en vertu du régime d'assurance-dépôts. Les institutions financières qui recueillent des dépôts en dehors du Québec auront la permission d'assurer les dépôts en vertu du régime d'assurance-dépôts du Québec dans la mesure où elles auront demandé cette protection et aussi pour autant que le gouvernement des provinces où ces dépôts sont recueillis donnent leur assentiment.

D'autre part, la corporation d'assurance-dépôts du gouvernement fédéral et celle de l'Ontario peuvent prêter des fonds aux institutions financières pour des périodes limitées. La loi du Québec comportera une disposition analogue.

Enfin, on n'a pas jugé pratique d'étendre l'assurance-dépôts à certains groupes de professionnels comme les notaires, les avocats et les courtiers en placements, qui reçoivent de l'argent de leurs clients dans le cours ordinaire de leurs affaires. D'un certain point de vue, une grande partie des sommes qu'ils reçoivent ne peut être considérée comme des dépôts, vu que ces sommes sont destinées à des fins bien déterminées. Personne n'ignore, cependant, que les membres de ces associations reçoivent parfois des dépôts dans le vrai sens du mot; il nous faudra donc faire la lumière sur la législation actuelle à ce sujet et nous comptons bien sur l'aide des associations en cause. De plus, le gouvernement a l'intention d'améliorer la protection collective que ces associations possèdent pour se protéger contre les détournements de fonds et la fraude.

Nous avons la conviction que cette façon très générale d'assurer une protection au déposant est la bonne et que c'est là l'unique manière de fournir au petit épargnant une véritable garantie universelle. Jointe à une meilleure législation sur les fonds garantis et une inspection périodique des institutions financières, l'assurance-dépôt devrait entraîner une forte amélioration du climat financier de la province.

Je me rends très bien compte que les principes qu'adoptera le gouvernement du Québec en ce qui concerne les institutions et les transactions financières ne sont pas toujours compatibles avec certaines mesures qu'Ottawa ou les autres provinces sont en train d'appliquer. Au moment où, l'expérience des deux dernières années les ayant amenés à prendre conscience de leurs responsabilités, tous les gouvernements s'aventurent en même temps à établir des règlements dans un domaine où la compétence de chacun n'est pas définie, il paraît inévitable qu'il se produise des chevauchements et des heurts.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement du Québec a demandé de tenir une conférence fédérale-provinciale pour étudier les règlements régissant les institutions financières et les valeurs mobilières. Cette conférence a eu lieu le 10 avril et on a recommandé d'établir un comité ministériel qui, avec l'aide d'un comité de hauts fonctionnaires, formulera une série de propositions ayant trait à la répartition des responsabilités entre les gouvernements. Le gouvernement du Québec a déjà indiqué que si des amendements à l'acte de l'Amérique du Nord britannique sont jugés nécessaires, il en fera un examen des plus sérieux, au lieu de se contenter de les rejeter a priori.

Nous espérons que cette conférence aidera à éclairer la situation et à déterminer qui doit agir et qu'est-ce qu'il faut faire. D'après ce que je vois, il ne fait aucun doute que le Québec va poursuivre ses politiques et que les autres gouvernements vont en faire autant. Cependant nous serons toujours prêts à adapter ces politiques à la lumière des résultats que le comité fédéral-provincial va produire.